MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°96 – Semaine du 5 mai 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Moyenne de l'impôt sur les sociétés (IS) dans les pays nordiques en 2024 :

21%

En 2024, les taux d'impôt sur les sociétés s'élevaient à 22% en Norvège et au Danemark, 21% en Islande, 20,6% en Suède et 20% en Finlande. La Finlande envisage de baisser son taux à 18%.

Source : *Ekonomifakta*

Pays nordiques

Indice IPSOS de l'image de marque à l'étranger : perception positive des pays nordiques. Les pays nordiques bénéficient d'une image globalement positive à l'international, portée par leur stabilité, leur gouvernance transparente et leur qualité de vie. L'indice *National Brands Index* (NBI) élaboré par Anholt-IPSOS évalue la perception internationale des pays selon six critères : gouvernance, exportations, culture, population, tourisme et investissements/immigration. En 2024, la Suède progresse à la 8ème place (contre 10ème en 2023). La Norvège conserve la 12ème place. La Finlande est 16ème (15ème en 2023) et l'Islande 21ème (22ème en 2023). Le Danemark n'a pas été évalué cette année.

Achat conjoint de véhicules blindés des pays nordiques-baltes. La Suède, la Finlande, la Norvège et la Lituanie ont annoncé leur volonté d'acquérir conjointement « plusieurs centaines » de véhicules de combat CV90 conçu par le groupe Hägglunds/Bofors (filiale suédoise du groupe de défense britannique BAE Systems). Le Premier ministre suédois, Ulf Kristersson, a déclaré que « *l'acquisition conjointe accélérera[it] les livraisons, réduira[it] les coûts et profitera[it] à nos liens industriels de défense* », lors d'une conférence de presse avec le Premier ministre lituanien, Gintautas Paluckas.

Danemark

Pour la sixième année consécutive, le Danemark est, en 2024, le premier Etat-membre de **l'Union européenne** en termes **d'excédent** budgétaire **de l'Etat**, **avec un surplus de 17,9 Mds €** (133,3 Mds DKK), soit 4,5 % du PIB. Depuis 2000, l'Etat danois n'a connu de déficit qu'entre 2009 et 2013 et en 2015. Le dynamisme de l'emploi est l'une des principales raisons de la croissance des recettes fiscales, tandis que le faible niveau de la dette publique (31,1 % du PIB en 2024) engendre des charges d'intérêts relativement faibles. En prenant en compte les dépôts de l'État auprès de la Banque nationale et les actifs du secteur public, le secteur public danois n'a aucune dette, mais dispose de fonds de près de 700 milliards de couronnes (93,3 Md€).

La contribution de la main-**d'œuvre étrangère à l'économie** danoise atteint un sommet. En 2024, elle a représenté environ 15 % des emplois à temps plein (336 400 employés) et a contribué au PIB à hauteur d'environ 12 % (361 Mds DKK soit 48,4 Md€) selon la Chambre de commerce danoise (*Dansk Erhverv*). L'organisation alerte sur le risque de pénurie future de travailleurs étrangers en raison du vieillissement démographique et presse le gouvernement d'adopter rapidement un nouveau dispositif de certification pour faciliter leur recrutement, une évolution attendue depuis 2022.

La Banque nationale danoise (*Danmarks Nationalbank*) abaisse ses taux directeurs de 25 points de base, suivant en cela la décision de la Banque centrale européenne (BCE). Cette baisse, la septième depuis juin 2024, s'inscrit dans le cadre de la politique de parité fixe avec l'euro. Le taux sur les certificats de dépôt, au plus bas depuis deux ans, pourrait se traduire par des baisses supplémentaires des taux d'intérêt pour les ménages, notamment pour les emprunteurs ayant des prêts à taux variable révisés semestriellement.

Les droits de douane américains auront un effet négatif sur **l'économie danoise, mais** la Banque nationale du Danemark (*Danmarks Nationalbank*) estime que le pays évitera une récession majeure. L'institution anticipe un ralentissement de la croissance en 2025, qu'elle avait estimée à 3,6 % en mars dernier, en raison d'une baisse des exportations, des investissements et de la consommation, les effets sur l'inflation en Europe restant incertains. Néanmoins, la bonne santé économique du pays devrait lui éviter d'entrer en récession. Les inquiétudes portent moins sur les impacts sectoriels immédiats, comme ceux sur le secteur pharmaceutique, que sur les risques à long terme d'une fragmentation du commerce mondial, à laquelle une économie ouverte comme celle du Danemark serait particulièrement vulnérable.

Plus de 70 % des entreprises **danoises s'attendent à être** affectées par la guerre tarifaire lancée par les États-Unis, selon une enquête de *Statistik Danmark*. Les secteurs alimentaire et électronique anticipent les plus fortes répercussions. Malgré une baisse de l'indice de confiance des entreprises de 105,2 à 104,1, les économistes soulignent que les perspectives restent globalement positives pour 2025, en dehors du secteur pharmaceutique.

Face à la volatilité provoquée par la politique commerciale américaine, les plateformes de trading constatent un afflux massif de nouveaux investisseurs danois sur les marchés boursiers. À la suite des annonces tarifaires américaines, l'activité a triplé chez Saxo Bank et doublé chez Nordnet par rapport à une semaine d'activité normale. Les investisseurs danois se tournent principalement vers les fonds indiciels (ETFs) et les actions à forte visibilité comme Novo Nordisk, Vestas et NVIDIA.

Novo Holdings, société **d'investissement d**e la Fondation Novo Nordisk, suspend ses investissements aux Etats-Unis en **raison de l'incertitude liée à** la politique commerciale. Novo Holdings est chargée de gérer les actifs de la Fondation (141,9 Mds € (1060 Mds DKK) et détient la majorité du capital du géant pharmaceutique danois et de Novonesis. Son portefeuille compte 181 entreprises. En 2024, ses placements ont engendré un rendement record de 8,1 Mds € (60 Mds DKK) contre 4,2 Md€ (31,2 Md DKK) en 2023. Novo Holdings a aussi bénéficié des dividendes et rachats d'actions de Novo Nordisk et Novonesis (3,1 Mds €, soit 23 Mds DKK).

La confiance des consommateurs danois atteint son plus bas niveau depuis près de deux ans, selon *Danmarks Statistic*, poursuivant une baisse entamée depuis le début de l'année. Ce recul reflète un pessimisme marqué quant à la situation économique actuelle et future, aggravé par les annonces commerciales américaines. Il survient malgré un contexte économique intérieur favorable, caractérisé par une hausse des salaires, une inflation faible et des taux d'intérêt en baisse. Seul l'indicateur relatif aux achats de biens de consommation durables s'est légèrement amélioré. Le niveau du moral des ménages rappelle les niveaux de la pandémie.

Selon le ministère des Finances, un certain nombre de mesures législatives adoptées ces dernières années ont contribué à affaiblir la productivité. Pour l'essentiel, ces mesures correspondent à la transposition dans le droit interne de règles décidées au niveau de l'Union européenne. Elles contribueraient à réduire le PIB à hauteur d'environ 2,88 Md € (21,4 milliards DKK) d'ici 2030, annulant ainsi une large part des gains issus des réformes impulsées par le gouvernement visant à accroître l'offre de travail. Si ces réglementations ont des objectifs sociétaux ou environnementaux, elles sont perçues comme des freins à la productivité et à la compétitivité des entreprises, selon la Chambre de commerce danoise. C'est dans ce contexte que le gouvernement danois, qui prendra la présidence du conseil de l'UE en juillet, entend faire de la simplification administrative une priorité, en ligne avec l'objectif européen de réduction des charges sur les entreprises de 25 %.

Pour la 11e année consécutive, **l'industrie technologiqu**e danoise **bat un record de chiffre d'affaires,** avec **un chiffre d'affaires total de 44,2 Md € (330 Md DKK) en 2024,** soit une croissance de 5,5 %, selon l'organisation professionnelle IT-Branchen et *Danmarks Statistik*. Les domaines les plus dynamiques sont le développement logiciel, les solutions IT et le conseil. Les exportations, représentant 35,1 % du chiffre d'affaires, ont aussi atteint un record avec 15,5 Md € (116 Md DKK), progressant de 8,1 %. Le secteur comptait fin 2024 un peu plus de 106 000 salariés (932 de moins qu'en 2023), et les salaires ont augmenté en moyenne de 3,9 %.

Le gouvernement danois lance un **ambitieux plan naval d'environ 537 M€ (4** Md DKK) financé par le **fonds d'accélération et l'accord** de défense, prévoyant l'acquisition de 21 navires pour la marine nationale et de 4 navires militaires à vocation environnementale. L'objectif politique affiché est de produire une large part de ces navires au Danemark, en coopération avec l'industrie nationale et les alliés de l'OTAN, bien que cette ambition divise les partis. Le secteur industriel, notamment *Dansk Erhverv et Dansk Industri*, salue une opportunité de relancer la production navale locale.

Le groupe français Thales veut intensifier sa présence au Danemark et se dit prêt à y réaliser d'importants investissements dans le cadre du plan de réarmement européen. Alors que les achats militaires danois sont traditionnellement majoritairement réalisés auprès des Etats-Unis, Thales souhaite qu'une partie de sa chaîne de valeur soit localisée sur le sol danois et indique être en discussion avec le gouvernement à ce sujet. Le groupe, qui emploie une quarantaine de personnes au Danemark, a déjà fourni des radars et des technologies pour la marine danoise, et explore les possibilités de partenariats industriels locaux.

Finlande

Le gouvernement a approuvé le plan budgétaire à moyen terme pour les années 2026-2029. Le Plan repose sur les dernières prévisions révisées du ministère des finances. Pour l'année 2026, il fixe les dépenses à 90 Md€, les recettes à 76 Md€ et le déficit budgétaire à 7 Md€.

La Finlande demande l'activation de la clause nationale au titre des dépenses de défense pour les années 2025-2028. A l'appui de sa demande, la Finlande invoque la poursuite de la guerre en Ukraine et le changement dans l'environnement sécuritaire. Le gouvernement a déjà augmenté les dépenses de défense pour les années 2025-2027. Le 1er avril dernier, il a décidé de porter les dépenses de défense à au moins 3% du PIB d'ici 2029. Un accord européen permettrait à la Finlande de ne pas s'écarter des nouvelles règles budgétaires et respecter ses engagements en termes de dépenses nettes.

Les prévisions de croissance révisées du PIB sont entourées d'un haut degré d'incertitude. Selon le scenario le plus optimiste publié par le ministère des finances, la croissance du PIB devrait ralentir à +1,3 % en 2025 (contre +1,6% dans les prévisions de décembre) et de +1,6% en 2026. Le taux de chômage devrait augmenter à 8,8 % en 2025 et 8,3 % en 2026 (contre 8,4 % et 7,9 % antérieurement). Les finances publiques se dégraderaient également : le déficit public atteindrait 3,8 % du PIB en 2025 et 3,2 % en 2026 (contre 3,5% et 2,9 % prévus en décembre). Ces prévisions reposent sur l'hypothèse que les Etats-Unis renoncent aux droits de douane « réciproques » annoncés début avril et suspendus pour 90 jours. Le PIB croîtrait seulement de +0,8 % et le déficit se creuserait pour atteindre -4,4 % en 2025 dans le scénario d'une guerre commerciale. Ces chiffres s'élèveraient à +0,3 % et -5,2 % en cas de récession mondiale.

Le gouvernement annonce des baisses d'impôts significatives. A l'occasion de sa revue de mi-parcours, et à rebours de la politique d'austérité menée depuis 2023, le gouvernement a annoncé le 23 avril un volume de 2,3 Mds€ de baisses d'impôts pour 2026-2029, afin de soutenir la croissance. Les impôts sur le revenu seront abaissés de 1,1 Md€ d'ici 2027 (y compris en abaissant le taux de la tranche maximale de 60 % à 52 %). La TVA sur les aliments et médicaments sera abaissée de 0,5% et portée à 13,5 % en 2026 (-145 M€ de recettes), et l'impôt sur les sociétés de 2 points de pourcentage, à 18 %, début 2027 (- 830 M€). Selon le ministère des finances, ces mesures auraient un impact d'environ - 1 Md€ sur le solde public.

Consultation publique sur la réforme du secteur des taxis. Le 25 avril, le ministère des transports a présenté un projet de loi visant à renforcer la transparence des prix des taxis et la sécurité. Le niveau et la fluctuation des prix ont augmenté depuis la libéralisation du secteur en 2018 (suppression des plafonds tarifaires et des quotas de licences). La réforme devrait introduire des plaques d'immatriculation distinctes pour faciliter l'identification des taxis, rendre obligatoires les taximètres, et allonger de 7 à 21 heures la formation obligatoire des chauffeurs. La consultation est ouverte jusqu'au 6 juin, pour une entrée en vigueur début 2026.

Stratégie nationale pour la technologie quantique. Le ministère de l'économie a présenté le 24 avril une stratégie visant à faire de la technologie quantique un pilier de la compétitivité du pays. Cette initiative s'appuie sur un écosystème reconnu, la Finlande disposant depuis mars du premier ordinateur quantique de 50 qubits en Europe. La stratégie propose la création d'un centre national pour les compétences quantiques, un accès élargi à la puissance de calcul quantique pour les entreprises et les chercheurs, et l'élaboration d'un programme de R&D de long terme dans le domaine.

Lancement d'un grand projet ferroviaire en Laponie. Le 25 avril, le gouvernement a annoncé le début de la planification du projet « Rail Nordica », qui vise à créer une liaison directe entre le port norvégien de Narvik et les villes d'Oulu et de Rovaniemi. Il doit permettre d'augmenter la sécurité d'approvisionnement et la mobilité militaire dans le nord de la Finlande. Son coût total pourrait atteindre 1,5 Md€.

Islande

L'inflation repart légèrement à la hausse au mois d'avril. Selon les chiffres publiés le 29 avril par l'Institut islandais des statistiques, l'inflation remonte légèrement d'un mois sur l'autre, passant de 3,8% au mois de mars à 4,2% au mois d'avril 2025. Les prix de la nourriture et du logement restent relativement stables d'un mois sur l'autre, alors que les tarifs des vols internationaux enregistrent une hausse de 20%.

S&P relève la notation de crédit long terme de Landsbankinn. L'agence *Standard & Poor's* relève la note long terme de la banque *Landsbankinn* à A-, avec une perspective stable. La notation précédente était de niveau BBB+. La banque présente un profil de crédit robuste avec une forte génération de revenus, une capitalisation importante et des actifs solides comparables à ceux de ses pairs islandais.

L'Islande en tête des pays européens et de l'OCDE pour le taux d'activité de la population. Le taux d'activité islandais au quatrième trimestre 2024 atteint 85,6%, en tête de l'ensemble des pays de l'OCDE, dont le taux d'activité moyen est de 70,2% sur la période. Selon *Eurostat*, l'Islande arrive également en tête des pays européens pour l'année 2024, avec un taux d'activité de 87%, contre 75,8% en moyenne pour les pays européens. Les Pays-Bas, la Suède (81,2%), le Danemark (80,2%), la Norvège (80%) et la Finlande (77%) se classent après l'Islande. La France affiche un taux d'activité de 75,1%.

Augmentation de 2,8% du pouvoir **d'achat des ménages islandais d'une année sur l'autre.** Selon *Statistics Iceland*, le revenu disponible brut des ménages islandais en 2024 enregistre une augmentation de 10,8% d'une année sur l'autre. Corrigé de l'évolution des prix sur la période, le pouvoir d'achat des ménages connaît une augmentation annuelle de 2,8 %.

Le « Blue Lagoon » prépare une introduction en bourse pour 2026. D'abord annoncée pour le début de l'année 2023, l'introduction en bourse de la station thermale avait été repoussée suite aux éruptions volcaniques sur la péninsule de Reykjanes. Après une restructuration de l'entreprise détenue pour moitié par les fonds de pension islandais, celle-ci devrait être cotée au *Nasdaq Iceland* en 2026.

Augmentation importante de la capacité hôtelière de la région de Reykjavik. Selon des chiffres compilés par le journal Morgunblaðið, environ 1 400 nouvelles chambres d'hôtel devraient s'ajouter au parc hôtelier déjà existant dans la région de la capitale islandaise au cours des trois prochaines années. A d'importants projets d'agrandissement d'hôtels existants s'ajoutent l'arrivée et le développement de chaînes hôtelières internationales en Islande, dont *Hyatt*, *Marriott* et *Hilton*.

Norvège

Entretien entre le Premier ministre Støre et le Président Trump à la Maison Blanche. Accompagné du ministre de l'économie et des finances, Jens Stoltenberg, le Premier ministre norvégien Jonas Støre a rencontré le Président américain le 24 avril. Ils ont abordé la relation commerciale bilatérale (le Président itTrump précisant que sans concession, la Norvège paiera des droits de douane), le poids du Fonds souverain dans l'économie américaine, ainsi que la guerre en Ukraine. Les deux dirigeants se sont félicités de la qualité de leur échange et le Premier ministre Støre a officiellement invité le Président Trump à se rendre en Norvège.

Publication des comptes publics 2024. L'excédent cumulé du budget de l'Etat et du Fonds souverain s'est élevé en 2024 à 67 Mds€. Les recettes de l'Etat ont été supérieures de 1 Md€ aux prévisions, tandis que les dépenses ont été inférieures de 260 M€ par rapport à la loi de finances adoptée en décembre 2024. Sur l'année 2024, 29,2 Mds€ ont été prélevés sur le Fonds souverain pour couvrir le déficit de l'Etat hors hydrocarbures, tandis que le budget 2025 prévoit un prélèvement de 35,4 Mds€.

En 2024, la dépréciation de la couronne norvégienne aura bénéficié aux finances publiques. Depuis 2022, la couronne norvégienne a perdu 13% de sa valeur. Le Fonds étant investi en devises étrangères, cette dépréciation permet une augmentation de son encours de 92 Mds€, ce qui bénéficie indirectement aux finances publiques calculées en NOK. Les recettes supplémentaires de l'Etat générées par la baisse de la couronne sont estimées à 833 €/habitant sur cette période. En revanche, les ménages ont été pénalisés par une baisse d'environ 250 €/an de leur pouvoir d'achat en raison de l'inflation importée.

Correction de l'effet des droits de douane américains sur l'encours du Fonds souverain. La volatilité des marchés suite aux annonces des droits de douane américains avait entrainé une chute de 220 Mds€ de l'encours du Fonds (plus haut le 18 février à 1720 Mds€). Depuis la reprise des marchés financiers, à la suite de l'annonce d'un gel des mesures pour 90 jours, l'encours du Fonds s'est redressé (1573 Mds €). Il affiche au final une légère baisse de 0,6% sur le 1er trimestre 2025 (-34 Mds€).

Les Norvégiens demeurent majoritairement opposés à adhérer à l'UE. Selon le dernier sondage d'Aftenposten du 29 avril, les Norvégiens restent opposés à une adhésion de leur pays à l'UE, mais la proportion d'opposants (42%) n'a jamais été aussi basse depuis 20 ans. Le sentiment europhile progresse depuis le début des années 2010 et 33% des personnes interrogées se disent désormais disposées à rejoindre l'UE. Un quart des électeurs sont sans opinion, un record historique.

L'AELE approuve les aides publiques norvégiennes pour l'éolien offshore. L'Autorité de surveillance de l'AELE (ESA) a approuvé le 15 avril les aides publiques norvégiennes pour l'éolien flottant dans la zone d'Utsira Nord (mer du Nord). Trois zones de projet seront attribuées par appel d'offre, en deux phases, entrecoupées d'une période de de deux ans. Les projets pourront recevoir jusqu'à 3 Mds€ de subvention pour une production de 500 MW.

L'Etat va investir 580 M€ pour assurer la transition énergétique de l'industrie. Le gouvernement va allouer 580 M€ à l'industrie norvégienne pour l'aider à mettre en place des mesures d'économie d'énergie et de lutte contre le changement climatique. « *Pour la première fois, nous exigeons que 40 % des aides perçues par les entreprises servent à réduire les émissions ou à économiser l'électricité* » a précisé le ministre du climat et de l'environnement Andreas Bjelland Eriksen. Les aides d'Etat seront allouées dans le cadre du mécanisme de compensation des émissions de CO2, adopté l'an dernier pour faire face à la hausse des prix de l'électricité liée aux quotas d'émission européens.

Le futur data center de Google pourrait représenter 5% des besoins totaux nationaux d'électricité. Le site de Skien, au Sud d'Oslo, a reçu mi-avril l'autorisation d'être raccordé au réseau électrique norvégien. Google a indiqué vouloir pouvoir consommer 840 MW par an, soit 5% du total national. Cette situation inquiète les industries locales dont les besoins en électricité pourraient être menacés, en particulier Yara qui y produit 20% de son engrais.

Fermeture de la dernière mine de charbon du Svalbard. La décision de fermer définitivement la mine à l'été 2025, après plus de 100 ans d'exploitation, avait été prise en 2023 par la compagnie publique *Store Norske Spitsbergen Kulkompani* quand la capitale Longyearbyen a arrêté de se chauffer au charbon. La confédération syndicale LO, qui représente les mineurs de Longyearbyen, appelle à maintenir l'activité pour stimuler l'emploi local et éviter à l'industrie norvégienne de s'approvisionner en charbon colombien.

La Norvège s'oppose au survol de son territoire envisagé pour des fusées tirées depuis le spatioport suédois de Kiruna. « *Aucune fusée ne peut survoler la Norvège sans autorisation. Notre priorité est la sécurité des citoyens norvégiens* », a déclaré le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères Eivind Vad Petersson, au sujet des projets de tirs de fusées depuis le spatioport de Kiruna en Suède à 75 km de la frontière norvégienne. 150 000 Norvégiens et de nombreuses plateformes pétrolières et gazières sont dans la zone de possibles retombées de matériaux.

Projet de liaison ferroviaire entre Narvik et la Finlande. Le gouvernement finlandais a annoncé la semaine du 21 avril la mise en service d'une liaison ferroviaire de fret entre la commune finlandaise de Kemi et le port de Narvik pour fin 2025 (cf aussi Brève Finlande *supra*). Un tel projet est jugé prioritaire pour la sécurité des approvisionnements en cas de crise, notamment pour le transport de minerais. Cela relance le débat sur l'écartement des rails en Finlande, qui applique le modèle russe à la différence de ses voisins. Ceci complexifie le transport d'équipements militaires entre les pays nordiques en période de crise.

Hausse des résultats d'Equinor, sur fond d'incertitudes sur ses activités aux Etats-Unis. Equinor a enregistré un chiffre d'affaires de 7,6 Mds€ au premier trimestre (+10% vs Q4 2023). Interrogé sur le gel de la construction d'un champ éolien offshore au large de New York par l'administration Trump, le PDG d'Equinor Anders Opedal confirme que les tribunaux américains seront saisis. La mise à l'arrêt définitive du projet Empire Wind pourrait coûter à Equinor jusqu'à 5,27 Mds€.

Projet d'acquisition de nouveaux chars BAE Systems CV90. Le ministre de la défense Tore Sandvik a confirmé l'intérêt de la Norvège pour l'achat conjoint de plusieurs centaines de chars BAE Systems CV90, fabriqués par sa filiale suédoise BAE Systems AB. 164 exemplaires ont déjà été acquis par l'armée norvégiennes depuis 1998.

Négociations pour l'intégration de la Norvège à l'HERA. L'Union européenne a annoncé mi-avril l'ouverture de négociations officielles pour l'adhésion des pays de l'EEE non-membres de l'UE à l'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA). L'objectif est de renforcer la recherche, l'approvisionnement et la réponse commune aux crises sanitaires.

Suède

PIB en hausse de +1,1% en glissement annuel au T1 2025. Selon les études préliminaires de l'Office des statistiques suédoise (SCB), le PIB de la Suède a augmenté de 0,6% en mars par rapport au mois précédent. Pour l'ensemble du premier trimestre, le PIB est demeuré pratiquement inchangé par rapport au T4 2024. En mars, il a augmenté de 1,3% en glissement annuel, tandis que le PIB de l'ensemble du premier trimestre 2025 a augmenté de 1,1% en glissement annuel.

Excédent commercial de 3,8 Md€ au T1 2025. De janvier à mars 2025, la valeur des exportations de biens a augmenté de 4% et les importations de 2% par rapport à la période correspondante de l'année précédente, selon SCB. Au cours de cette période, la valeur des exportations de biens s'est élevée à 541 Md SEK (49,3 Md€) et celle des importations de biens à 499 Md SEK (45,5 Md€). La balance commerciale suédoise est excédentaire de 42 Md SEK (3,8 Md€), contre un excédent de 30 Md SEK (2,7 Md€) pour la même période l'année dernière.

Impact persistant de la crise énergétique sur la consommation. Selon un rapport de la Banque centrale suédoise paru en mars 2025, le choc énergétique causé par l'arrêt des exportations de la Russie en 2022 a entraîné une baisse de la consommation des ménages, particulièrement sur les biens durables et, dans une moindre mesure, sur les biens non durables et services, en raison de l'impact sur les prix alimentaires. Si l'effet négatif s'est atténué en 2024, la Banque centrale note un impact persistant au T4 2024, lié à la détérioration des termes de l'échange.

SEB, Handelsbanken et Swedbank affichent des résultats supérieurs aux attentes des marchés. Les trois principales banques suédoises (Nordea est légalement finlandaise) viennent de présenter leurs résultats au premier trimestre 2025 qui dépassent les attentes des marchés financiers. La rentabilité sur fond propres (ROE) reste élevée (Swedbank 15,2%, SEB 13,4% et Handelsbanken 12,9%) comme les ratios de solvabilité (CET1) : Swedbank 19,7%, SHB 18,4% et SEB 17,5%.

Soutien public recommandé pour l'éolien offshore. Une nouvelle enquête réalisée à la demande du gouvernement suédois confirme que l'énergie éolienne offshore ne pourra pas être rentable sans soutien public. Alors que l'État prévoit d'accorder un soutien important au nucléaire, le rapport recommande des mesures similaires pour l'éolien offshore, tels qu'un prix garanti pour l'électricité ou la prise en charge du raccordement au réseau. La ministre du Climat et des Entreprises, Ebba Busch, se dit disposée à envisager un soutien, à condition que cette production prouve sa stabilité et sa compétitivité dans l'approvisionnement électrique du pays.

Maintien recommandé des zones tarifaires électriques. L'entreprise publique *Svenska Kraftnät*, responsable du réseau électrique, recommande de maintenir la division actuelle de la Suède en quatre zones tarifaires, malgré un écart de prix défavorable pour les consommateurs du sud du pays. Selon le rapport de l'*European Electricity Transmission System Operators* (ENTSO-E), aucune des alternatives proposées ne générerait d'efficacité économique supérieure à la configuration actuelle. Certains acteurs, tels que l'association de l'industrie chimique Ikem, suggèrent qu'une division des zones tarifaires en Allemagne pourrait alléger cette disparité de prix.

***AI Index Report* : les financements privés suédois dans l'IA ont représenté 4,3 Md USD (3,8 Md€) en 2024.** Selon le rapport 2025 de Stanford sur l'IA, la Suède se place au 11ème rang mondial en termes de volumes de financements privés consacrés à l'IA sur la décennie 2013-2024, avec un total de 7,3 Md USD (6,4 Md€) investis. La Suède se distingue également par son dynamisme en matière d'innovation, occupant la 9ème place mondiale en 2023 pour le nombre de brevets liés à l'IA déposés, mesuré par rapport à la population (pour 100 000 habitants). Le pays connaît une croissance notable dans ce domaine, se classant 3ème pour l'évolution du nombre de brevets déposés en 2023 par rapport à 2013.

Résultats records pour SAAB. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'activité du groupe de défense suédois SAAB ne cesse de s'intensifier. Les résultats du premier trimestre 2025 atteignent un niveau record avec un chiffre d'affaires de 15,9 Md SEK (1,45 Md€) et un résultat d'exploitation de 1,5 Md SEK (140 M€). Le carnet de commandes particulièrement fourni et des perspectives de croissance solides expliquent aussi l'envolée de la capitalisation de ce groupe, qui est passée de moins de 3 Md€ début 2022 à 21 Md€ en avril 2025 (l'action a gagné près de 85% au cours des trois derniers mois). Parallèlement, le nombre d'actionnaires est passé de 57 000 fin 2021 à 268 000 au 31 mars 2025.

Volvo Cars annonce des réductions d'effectifs. Volvo Cars prévoit de réaliser des économies à hauteur de 18 Md SEK (1,6 Md€), incluant des réductions d'investissements et des suppressions de personnel, principalement en Suède. Cette annonce intervient dans un contexte difficile : le bénéfice d'exploitation de l'entreprise a chuté de 4,7 Md SEK (430 M€) à 1,9 Md SEK (174 M€) en un an, tandis que le chiffre d'affaires s'est élevé à 82,9 Md SEK (7,6 Md€) cette année, en baisse d'un milliard d'euros par rapport à l'année précédente.

Northvolt continuera à produire des batteries pour Scania jusqu'à fin mai. Malgré la faillite de Northvolt en mars dernier, environ 900 employés à Skellefteå poursuivent la production de batteries pour Scania jusqu'à la fin du mois de mai. La recherche d'acheteurs pour les actifs de Northvolt, notamment ses usines de Västerås et Skellefteå, est toujours en cours. Christian Levin, PDG de Scania, a réaffirmé que l'entreprise se positionnait uniquement comme client et qu'elle pourrait commencer à travailler avec un nouveau fournisseur de cellules de batterie cet été.

Les voitures électriques se vendent mieux que les hybrides. Depuis 2023, les ventes de voitures électriques dépassent celles des hybrides. On compte aujourd'hui 358 000 véhicules électriques sur les routes en Suède, soit 7% de la flotte automobile suédoise. En 2024, 34% des voitures vendues étaient électriques. Les ventes sont particulièrement élevées dans la capitale, qui comptabilise 43% des ventes, contre seulement 19% dans la région du Värmland.

Essor du e-commerce au détriment des commerces suédois. En 2024, les dépenses de e-commerce en Suède ont atteint un record de 300 Md SEK (27 Md€), soit une hausse de +1% sur un an. Toutefois, la Fédération suédoise du commerce constate qu'une part croissante de ces achats est dirigée vers des plateformes étrangères, notamment les géants chinois à prix bas comme Temu et Shein. Porté par des tarifs d'expédition réduits et des aides publiques, l'essor de ces groupes fragilise les commerces suédois et repose, selon cette fédération, sur le principe d'une concurrence faussée, dans un contexte où les importations issues de ventes en ligne ont augmenté de 50% depuis 2020.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024
Suède	1,5	-0,2	1,0	0,6	0	0,3	0,8
Danemark	1,5	1,8	3,7	-0,7	1,3	1,2	1,6
Finlande	1,5	-1,2	-0,1	0,4	0,1	0,3	-0,2
Norvège[1]	3,2	0,1	2,1	0,2	2	-1,8	-0,6
dont PIB continental	*4,3*	*0,7*	*0,6*	0,4	0,3	0,5	-0,4
Islande	9	5,6	0,5	-1	1,5	-1,1	2,1

Sources : OCDE, SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

[1] Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)[2] :

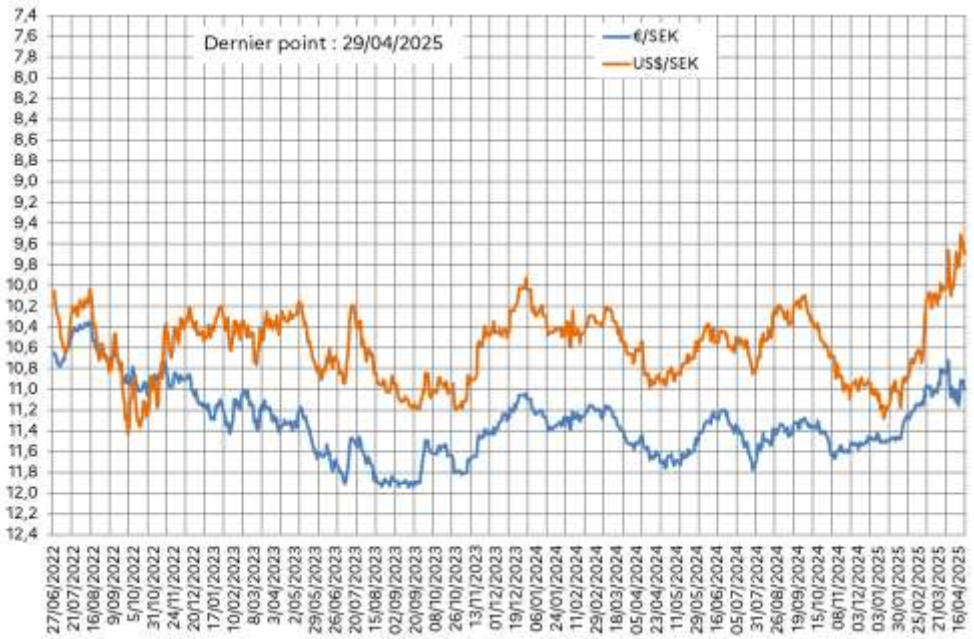
	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025
Suède	8,4	8,6	2,8	0,9
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2

Sources : SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

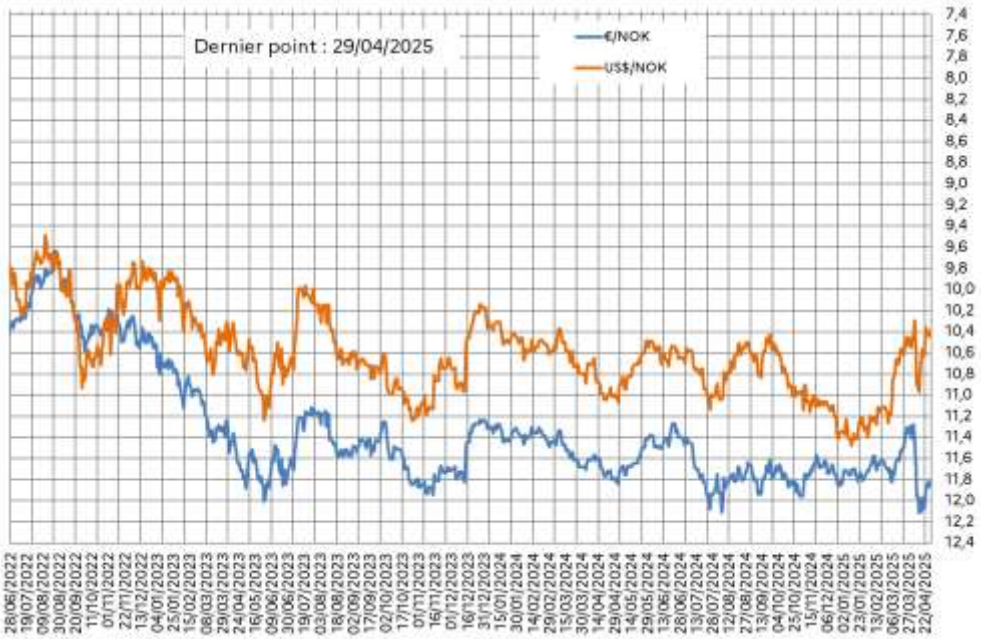
[2] L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)
olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, R. Mellin), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, G. Glorieux), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, A. Cherhal) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtresor.gouv.fr